

Madame la Secrétaire d'État,

Nous mesurons l'honneur que vous nous faites de nous accueillir pour officialiser l'Union des associations de mémoire des camps nazis. Nous sommes empreints de gravité : un rude défi est devant nous.

Sans retracer ici l'histoire des structures créées en France depuis 1945 pour construire des mémoires de la déportation, attestons simplement que nous en partageons tout l'héritage : les rituels commémoratifs, en France et sur les sites, le patrimoine des témoignages de rescapés, l'attention constante aux productions des sciences sociales, au premier rang les travaux des historiens.

Les associations / amicales de camp sont porteuses d'une connaissance constamment actualisée des sites concentrationnaires, y compris des réseaux de camps satellites, aux histoires souvent singulières ; elles cultivent des liens sur place avec les institutions, associations et militants qui veillent sur les traces et conçoivent des muséographies pour tous visiteurs. Surplombant ces situations, nous savons nommer le bouleversement irréversible causé par le système concentrationnaire et exterminateur nazi sur d'importantes catégories de la pensée, exigeant une refondation de l'espèce humaine – tandis que l'universalisme humaniste est aujourd'hui contesté, en Europe même.

Jamais, depuis bientôt 80 ans, les actions de mémoire des camps ne furent faciles : au long des décennies, les survivants se heurtèrent à l'incrédulité, durent admettre l'indifférence, subirent le choc du négationnisme. N'allons pas croire que c'était plus aisé il y a 50 ans. Le contraire est aussi vrai : le monde n'est plus celui où se réinsérèrent comme ils purent les survivants ; les embûches du travail de mémoire ont changé de nature, elles sont aussi redoutables.

Sans doute les anciens déportés, du moins les résistants-déportés, furent-ils, en France, accompagnés, honorés par les pouvoirs publics. En beaucoup d'autres pays, il n'en fut pas ainsi.

Dans leur grand âge, les survivants ont su que, de manière certaine, la mémoire des camps perdurerait au-delà d'eux-mêmes, que leurs témoignages demeureraient précieux. Le relais déjà a traversé plusieurs générations : cette salle en est témoin. L'oubli n'est pas une hypothèse crédible, en Europe, à échelle humaine.

Cette époque, trois quarts de siècle, est en passe de se clore.

Nous voici seuls, dans un espace où des repères se sont brouillés.

Il est étonnant que l'on se soit accommodé d'appeler camps « de concentration » les lieux qu'indique cette carte, alors que cette désignation, que les nazis avaient empruntée, pour donner le change, ne dit rien de la réalité qu'y avaient instaurée les SS, de façon systémique.

Dès la première décennie de l'après-guerre, parmi les rescapés, quelques-uns (David Rousset, Jean Cayrol, plus tard Germaine Tillion) avaient perçu que le « concentrationnat », mode violent de régulation du corps social, était un marqueur funeste des temps nouveaux. Il y avait du sens en 1950, par anti-stalinisme dissensuel, à mettre dans le même sac les camps nazis et le *goulag* soviétique – plus tard le *laogai* chinois et autres lieux de contrainte pour fortes têtes nécessitant une prétendue « rééducation par le travail », avec quota d'échecs, donc de morts. La géopolitique européenne face à la Russie, en 1989, puis 2019, institutionnalisa l'amalgame, candeur ou calcul, en une formule à faible exigence conceptuelle : le Parlement européen invite à « une culture mémorielle partagée, qui dénonce les crimes commis par le passé par les régimes fasciste, stalinien et autres régimes autoritaires ». Ceci efface les camps nazis dans leur singularité, qu'il est aisé pourtant de démontrer. Je mentionnerai ce seul trait : le système concentrationnaire nazi est la seule expérience historique traumatique d'ampleur subie par tous les peuples d'Europe, dans leur histoire longue.

Le mot « déporté », chacun le constate, renvoie spontanément aujourd'hui, pour le grand public, au génocide des juifs. Mais c'est le mot « shoah », venu dans les années 1980 de la sphère culturelle (comme Holocauste un peu plus tôt) qui s'est imposé pour nommer une réalité que rien de connu dans l'histoire des hommes ne pouvait cerner. Comment mieux exprimer, assurément, l'irréductibilité impensable de ce que l'historien étatsunien Raul Hilberg a nommé en termes factuels « la destruction des juifs d'Europe » ?

Considérons deux effets du pouvoir englobant du mot « shoah » :

- 1/ l'invention verbale permet des dérives, l'usage excède ce que le mot désigne. Un seul exemple de confusionnisme : en Espagne, les termes holocauste et shoah se sont répandus – or ce n'est pas « la shoah » qui a ravagé la société espagnole, c'est la répression franquiste des familles républicaines.
- 2/ la shoah dégrade incidemment au rang de violences guerrières ordinaires le sort des concentrationnaires, devenu indiscernable, parmi diverses catégories embrouillées de victimes : « camps de travail », requis du « Service du Travail Obligatoire » (autoproclamés « déportés du travail »), « travailleurs forcés », « prisonniers de guerre » (avec traitement spécial des Soviétiques, voués à l'assassinat de masse), etc.

Les camps « de concentration » semblent sortir du lexique, donc de l'Histoire et des représentations collectives. Aucune invention langagière n'étant venue balayer l'euphémisme nazi qui désigne par exemple Sachsenhausen ou Ravensbrück. Faut-il rappeler la formule fameuse de Camus : « mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde » ?

Non, les camps de concentration ne furent pas des « camps de travail ». Ce serait oublier que les SS y exercèrent toutes les violences possibles, l'arbitraire sans recours, une déshumanisation méthodique, cadavres inclus. Et, à compter de l'internationalisation de la population concentrationnaire, furent transportés en ces lieux, de toute l'Europe occupée, les ennemis du *Reich*, sans autre horizon que la mort, une fois épuisée la capacité productive des esclaves.

La publication fondamentale de l'historien Nikolaus Wachsmann (2015), intitulée significativement *KL*, celle toute récente d'Olivier Wieviorka se tiennent à distance des enjeux lexicologiques, mais sont rigoureux et explicites sur ce que furent lesdits camps « de concentration ». Attendre, soit, que les livres infusent... ! mais l'écart, toujours, est béant entre le savoir et l'imprégnation du champ social.

Nous voici seuls : sommes-nous en train de sortir du paysage ? Ce sentiment, il est fréquent que nous l'éprouvions en France. C'est l'inverse au contact de nos partenaires institutionnels ou associatifs hors de France. Une illusion sans doute, qui atteste d'abord l'énergie que libère le partage.

Nous nous inscrivons bien sûr dans l'avenir, sachant que la mémoire n'est pas aliénée à l'écoulement du temps, contrairement à une idée répandue, puisqu'elle est toujours au présent. Rebonds et résurgences, souvent imprévisibles, sont son être même.

Choisir les camps, plutôt que « la déportation », comme périmètre de notre activité, c'est affirmer que les sites concentrationnaires sont un inépuisable creuset de connaissance et de réflexion.

L'Union que nous avons créée ne préfigure pas de fusion : au contraire, elle entend mettre en lumière des patrimoines spécifiques. Et mettre à jour des transversalités. Depuis plus d'une décennie, nous œuvrons de concert.

La mémoire souffrante, les mémoires familiales deviendront inéluctablement moins prégnantes, au profit de motivations positives, en prise sur les besoins actuels. Nos « pèlerinages » seront des « voyages d'étude ». Conseiller ou accompagner des groupes de lycéens, c'est les voir

devenir acteurs de chantiers de citoyenneté. Une perception internationale est nécessaire : les camps sont un observatoire de l'histoire profonde des peuples d'Europe, dépassant bien des clivages institutionnels.

Ces démarches, Madame la Ministre, se situent dans le droit fil des perspectives que vous ouvriez, en janvier dernier.

Mais nous entrons dans une ère idéologique inédite depuis l'après Seconde guerre. Résurgences réelles des extrêmes droites, partout. Elles avancent encore masquées, mais déjà lancent le moteur inusable des « excitations nationalistes », pour reprendre une mise en garde de 1945 : la réhabilitation sous nos yeux des modèles qui discriminent, enferment, persécutent. Nous voyons tous grossir la vague ravageuse.

Nous attendons de la « tutelle » politique, en république, qu'elle protège l'accès à la complexité du réel, auquel tous ont droit.

Pour l'horizon 2025 :

- nous souhaitons nous impliquer dans le cadre que proposera le GIP, comme vous nous l'avez offert en juillet.
- nous souhaitons vivement la présence, à un niveau élevé, de l'autorité politique sur les sites concentrationnaires, pour le 80<sup>e</sup> anniversaire de leur libération.

Permettez-moi d'invoquer enfin la haute figure de Raphaël Esrail, président de l'Union des déportés d'Auschwitz jusqu'à son décès en 2022, né juif en Turquie, arrivé enfant en France, arrêté comme résistant, déporté à Birkenau, libéré dans un camp annexe de Dachau, et dont le grand œuvre final fut le site numérique « Mémoires des déportations »\*<sup>1</sup>, pour lequel il voulut les contributions de nos six associations. S'exprimant en 2015 dans un webdocumentaire, Raphaël Esrail disait, de façon à peine énigmatique :

*« Nous avons, nous, un devoir de vérité et j'insiste sur ce mot : devoir de vérité.*

*La vérité, elle met longtemps, mais elle triomphe toujours. C'est long, ça peut être très long, mais elle triomphe toujours. Donc, j'ai toujours confiance, ce sera après moi, mais ça sera ».*

*Daniel Simon, président de l'UAMCN*

*3 octobre 2023*

*salle capitulaire du Val-de-Grâce, PARIS*

---

<sup>1</sup> <https://memoiresdesdeportations.org/>